

PROCÈS-VERBAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présences/Absences

Participaient aussi

Conseillères / conseillers	Titre	Haute direction et invité.es	Titre
Marie-Pierre Lavoie	Présidente	Pascale Bernier	Directrice générale
Chantal Fadous	Conseillère	Fariba Daragahi	Directrice générale adjointe
Marie-Christine Claveau	Conseillère	Vincent Tourvieille	Secrétaire-trésorier
Gaëtan Desrochers	Vice-président	Pascale Cyr	Directrice, Relations publiques
Armelle Moran	Conseillère	Bonnie Antoine	Directrice, Éducation Autochtone
Sacha Médiné	Conseiller	Jeanne Musuku	Directrice, Équité et antiracisme
Jacques Dufresne	Conseiller	Candice Page	Adjointe administrative de la DG, du ST et du CA

1. Ouverture de la réunion

1.1 Reconnaissance autochtone

Mme Lavoie souhaite la bienvenue à toutes et à tous pour cette première rencontre publique en présentiel de l'année 2026.

Elle souligne la tragédie survenue récemment au sein d'une communauté scolaire et exprime, au nom du Conseil, ses pensées les plus sincères aux familles, aux élèves, aux membres du personnel et à toute la communauté touchée. Elle rappelle que les écoles sont des milieux de vie, de solidarité et d'entraide, et réaffirme l'engagement du Conseil à soutenir celles et ceux qui en ont besoin avec humanité, écoute et engagement.

Un moment de recueillement est observé.

Mme Lavoie procède ensuite à la reconnaissance du territoire, rappelant que le bureau central du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique est situé sur les territoires traditionnels des Premières Nations. Elle souligne l'importance de cette reconnaissance dans une démarche de respect, de réconciliation et de responsabilité collective.

1.2 Partage sur l'équité et l'antiracisme

Mme Bonnie Antoine partage des éléments marquants de la conférence récente, notamment la présence d'intervenants issus des Premières Nations venus présenter des ressources et

initiatives en lien avec la santé, la langue et la culture autochtone. Elle souligne l'importance de considérer les êtres humains comme faisant partie des ressources naturelles et insiste sur l'approche holistique à adopter.

Elle mentionne également la participation d'artistes et de créateurs autochtones, ainsi que des initiatives innovantes visant la préservation et la transmission des langues autochtones.

Mme Jeanne Musuku souligne ensuite le Mois de l'histoire des personnes noires et met en lumière le parcours inspirant d'une personnalité canadienne ayant occupé plusieurs fonctions de haut niveau, notamment gouverneure générale du Canada et secrétaire générale de la Francophonie. Elle insiste sur l'importance de modèles inspirants pour les jeunes.

1.3 Ouverture de la réunion

Résolution P – 2813-02-2026

« Que le conseil d'administration approuve l'ouverture de la réunion publique de ce 21 février 2026. »

Proposée par : Sacha Médiné

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

2. Lecture de la vision et de la mission du CSF

2.1 Lecture de la vision et de la mission du CSF

M. Dufresne procède à la lecture de la vision et de la mission du CSF.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

3.1 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Résolution P – 2814-02-2026

« Que le conseil d'administration adopte l'ordre du jour de la réunion publique de ce 21 février 2026, tel que présenté. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à l'unanimité

4. Résolution en bloc

A) Procès-verbal

4.1 Procès-verbal

Résolution P – 2815-02-2026

"Que le conseil d'administration adopte le procès-verbal P-488, tel que présenté dans la rencontre publique de ce 21 février 2026."

P-490

Proposée par : Chantal Fadous
Appuyée par : Sacha Médiné
Adoptée à l'unanimité

B) Correspondances

4.2 Correspondances

Résolution P – 2816-02-2026

"Que le conseil d'administration reçoive en dépôt les correspondances telles que présentées dans la réunion publique de ce 21 février 2025."

Proposée par : Armelle Moran
Appuyée par : Jacques Dufresne
Adoptée à la majorité
5 pour – 1 abstention

Il est précisé que certaines correspondances reçues n'ont pas pu être ajoutées à l'ordre du jour, car elles ne respectaient pas le délai requis de 72 heures. Elles seront donc présentées lors de la prochaine rencontre publique.

5. Pause

6. Suivis du CA public

6.1. Tableau suivis du CA public

Mme Bernier indique que le travail se poursuit concernant le guide des urgences médicales, en collaboration avec la Fédération des parents francophones.

Mme Fadous précise que son rapport sur l'intimidation est complété.

L'administration indique que la mise à jour du tableau de suivi sera effectuée sous peu.

7. Point(s) de résolution(s)

7.1. Calendriers scolaires 2026-2027 – Options préapprouvées

Résolution P – 2817-02-2026

« Que le conseil d'administration approuve le calendrier scolaire 2026-2027 des écoles énumérées dans le document annexé, tel que présenté, incluant le congé du printemps du 15 au 26 mars 2027. »

Proposée par : Armelle Moran
Appuyée par : Chantal Fadous
Adoptée à l'unanimité

Il est précisé que 28 écoles ont retenu ces dates à la suite des consultations menées auprès des associations de parents. Certaines écoles feront l'objet de décisions ultérieures ou ont déjà été approuvées lors d'années précédentes.

7.2. Calendriers scolaires 2026-2027 – École des Cinq-saumons

P-490

Résolution P – 2818-02-2026

« Que le conseil d'administration approuve le calendrier scolaire 2026-2027 de l'école des Cinq-saumons, tel que présenté, incluant le congé du printemps du 22 mars au 2 avril 2027. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Armelle Moran

Adoptée à l'unanimité

Il est précisé que ces dates diffèrent des options préapprouvées et qu'une demande officielle a été soumise conformément au processus établi.

7.3. Arrêté budget amendé 2025-2026 – 1^{er} lecture

Résolution P – 2819-02-2026

« Que le conseil d'administration procède à la première lecture de l'arrêté Budget amendé 2025-2026, tel que présenté. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à la majorité

3 pour – 2 contre – 1 abstention

Le Secrétaire-trésorier présente le budget amendé 2025-2026.

Il explique les documents soumis, incluant les documents budgétaires principaux et les documents de nature procédurale permettant l'adoption de l'arrêté. Il souligne que cette adoption constitue la dernière étape avant la transmission au ministère.

Une présentation macroscopique du budget est effectuée, mettant en évidence une augmentation des revenus provenant du ministère, notamment liée aux besoins spéciaux des élèves ; une augmentation des dépenses, notamment en lien avec les ressources humaines, les assurances et certains services ; une réduction du déficit opérationnel global.

Il est également précisé que certaines variations s'expliquent par des mécanismes comptables spécifiques, notamment en lien avec les fonds restreints et les ajustements en cours d'exercice.

Des éléments plus précis sont ensuite abordés, incluant l'augmentation des coûts d'assurance ; l'évolution des financements liés aux programmes éducatifs ; des ajustements liés à des fonds spécifiques et à des décisions ministérielles.

Des questions sont soulevées par les membres du Conseil d'administration concernant certaines variations budgétaires. L'administration indique que des précisions complémentaires seront fournies au besoin.

7.4. Arrêté budget amendé 2025-2026 – 2^e lecture

Résolution P – 2820-02-2026

« Que le conseil d'administration procède à la deuxième lecture de l'arrêté Budget amendé 2025-2026, tel que présenté. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Jacques Dufresne

P-490

Adoptée à la majorité

4 pour – 2 contre

7.5. P-303 : Rôles et responsabilités du conseil d'administration et des conseillers et conseillères du CSF – Mise en consultation

Résolution P – 2821-02-2026

« Que le conseil d'administration du CSF approuve la mise en consultation de la version proposée de la politique P-303 / Rôles et responsabilités du conseil d'administration et des conseillers et conseillères scolaires du CSF et de son protocole PRO-303 d'absences prolongées des conseillers et conseillères entre le 23 février 2026 et le 17 avril 2026. »

Proposée par : Chantal Fadous

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Adoptée à l'unanimité

La politique P-303 est présentée comme ayant fait l'objet de plusieurs consultations au fil des années, avec pour objectif d'améliorer les pratiques du Conseil et d'assurer une représentation adéquate des réalités provinciales.

Aucune question majeure n'est soulevée.

Il est précisé que la consultation se tiendra du 23 février au 17 avril 2026.

7.6. P-108 : Vérité et Réconciliation – Mise en consultation

Résolution P – 2822-02-2026

« Que le conseil d'administration du CSF approuve la mise en consultation de la version proposée de la politique P-108 / Vérité et Réconciliation entre le 23 février 2026 et le 17 avril 2026. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Sacha Médiné

Adoptée à l'unanimité

La politique est présentée comme le fruit d'un travail collaboratif important impliquant des membres des Premières Nations de différentes communautés.

L'administration souligne la qualité du travail réalisé et l'importance de cette démarche dans le processus de réconciliation.

7.7. P-512 : Gestion des urgences médicales inattendues – Adoption

Résolution P – 2823-02-2026

« Que le conseil d'administration du CSF adopte la version proposée de la politique P-512 / Gestion des urgences médicales inattendues telle que présentée. »

Proposée par : Sacha Médiné

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Adoptée à l'unanimité

Il est précisé que la politique a été mise en consultation sans recevoir de commentaires ni de demandes de modification.

Un membre du conseil d'administration remercie l'administration et souligne la pertinence de cette politique dans le contexte actuel.

L'administration indique que la politique couvre l'ensemble des urgences médicales et est soutenue par des directives administratives.

7.8. P-403 : Rôles et responsabilités du secrétaire-trésorier du CSF – Adoption

Résolution P – 2824-02-2026

« Que le conseil d'administration du CSF adopte la version proposée de la politique P-403 / Rôles et responsabilités du secrétaire-trésorier du CSF telle que présentée. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Sacha Médiné

Adoptée à l'unanimité

Il est précisé que la politique a fait l'objet de plusieurs consultations et que certains commentaires, notamment en lien avec les ressources humaines, ont été pris en compte.

7.9. Creston

Résolution P – 2825-02-2026

« Que le conseil d'administration, considérant le sérieux de la demande provenant des familles de la communauté francophone de Creston, approuve l'ouverture d'un service à Creston en septembre 2026. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Rejetée pour cause d'égalité

3 pour – 3 contre

Une membre du conseil d'administration rappelle le rôle du CSF de desservir l'ensemble des communautés francophones de la province, incluant les régions éloignées, et souligne le besoin d'accès à l'éducation francophone comme droit constitutionnel.

Elle met en avant le travail de la communauté de Creston et propose une résolution visant l'ouverture d'un service en septembre 2027.

7.10. Creston 2

Résolution P – 2826-02-2026

« Que le conseil d'administration mandate l'administration de prioriser les ressources nécessaires et d'entreprendre les démarches afin de garantir l'ouverture d'un service offrant l'éducation francophone aux ayants droit dans la ville de Creston en septembre 2027. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Rejetée pour cause d'égalité

3 pour – 3 contre

7.11. Castlegar

P-490

Résolution P – 2827-02-2026

« Que le conseil d'administration, considérant le sérieux de la demande provenant des familles de la communauté francophone de Castlegar, approuve l'ouverture d'un service à Castlegar en annexe d'une école avoisinante en septembre 2026. »

Proposée par : Armelle Moran

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Rejetée pour cause d'égalité

3 pour –3 contre

7.12. Castlegar 2

Résolution P – 2828-02-2026

« Que le conseil d'administration mandate l'administration de prioriser les ressources nécessaires et d'entreprendre les démarches afin de permettre l'ouverture d'un service offrant l'éducation francophone aux ayants droit dans la ville de Castlegar en septembre 2027. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Armelle Moran

Adoptée à la majorité

4 pour –2 contre

7.13. Deuxième école secondaire Vancouver

Mme Fadous a proposé le dépôt de la résolution sur le bureau, il n'y a pas eu d'appuyeur.

La résolution est présentée avec des considérants liés aux besoins immobiliers, à la croissance des effectifs et à la nécessité de réduire les temps de transport.

Il est proposé de mandater le conseil exécutif pour l'ouverture d'une école secondaire à l'est de la rue Main à Vancouver en septembre 2026, sous certaines conditions.

Résolution P – 2829-02-2026

« Le conseil d'administration donne au conseil exécutif le mandat d'ouvrir une école secondaire à l'est de la rue Main à Vancouver, en septembre 2026, sujet au financement du bail, à la vérification des programmes d'études, au choix des élèves ainsi qu'à l'installation du bâtiment. »

Proposée par : Sacha Médiné

Appuyée par : Jacques Dufresne

Adoptée à la majorité

4 pour –2 contre

7.14. Adhésion du CSF à la FFCB

Résolution P – 2830-02-2026

"Que le CSF adhère comme membre de la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB) et membre du Forum communautaire de la FFCB."

Proposée par : Sacha Médiné

P-490

Appuyée par : Armelle Moran

Adoptée à l'unanimité

8. Point(s) d'information(s)

8.1. Sécurité et hommages

Des condoléances sont exprimées aux familles et aux communautés touchées par un événement tragique.

Il est rappelé que les écoles demeurent des milieux vulnérables et qu'il est essentiel de maintenir un équilibre entre sécurité et ouverture.

L'administration souligne le travail en cours pour renforcer les mesures de sécurité dans les écoles.

8.2. DA-305 : Conduite des réunions du CA – Information

Une modification est présentée concernant la formulation du code de conduite lors des réunions spéciales.

Il est précisé que l'objectif est d'éviter l'ajout de points à l'ordre du jour lors de ces réunions, tout en permettant de traiter plusieurs sujets prévus à l'avance.

La mise à jour sera apportée au site Web.

8.3. Calendrier scolaire – mise à jour

Une mise à jour est présentée concernant le processus de choix de cours au secondaire.

Les consultations, formations et inscriptions préliminaires ont été réalisées selon l'échéancier prévu.

L'administration poursuit le travail en lien avec la dotation.

8.4. Organisation du secondaire

L'administration présente l'état d'avancement des programmes, incluant les évaluations IB et les initiatives visant l'harmonisation des parcours scolaires.

Des forces sont soulignées, notamment l'engagement des élèves et la qualité des programmes, ainsi que certains éléments à améliorer.

Des échanges ont lieu sur l'organisation des programmes et la planification des cours IB au secondaire entre niveau moyen et niveau supérieur.

8.5. Cours à double reconnaissance de crédits pour l'Éducation à la petite enfance

Le programme connaît une augmentation significative du nombre d'élèves inscrits.

La subvention ministérielle est reconduite afin de poursuivre son développement.

8.6. Rapport sur l'amélioration de l'apprentissage des élèves 2024-2025

Le retard dans la présentation du rapport est lié à des délais au ministère.

Le CSF a maintenant reçu un retour et prévoit recevoir le rapport complet prochainement.

8.7. Nourrir la relève

Le rapport est présenté pour information.

Une correction est apportée concernant une erreur dans les dates des données.

8.8. Mois de l'Histoire des personnes Noires

Les activités réalisées dans les écoles sont mises en valeur.

Des remerciements sont adressés aux membres de la communauté noire pour leur contribution.

8.9. Rapport trimestriel Relations publiques

Le service adapte ses stratégies de communication en fonction de l'évolution des outils numériques.

Des échanges ont lieu sur la promotion des écoles et les initiatives à renforcer.

8.10. Rond-Point

La rencontre a permis de rassembler les différents groupes du personnel autour d'échanges et de formations.

La collaboration entre les équipes est soulignée.

8.11. Foires d'emploi

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.12. Stagiaires dans les écoles

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.13. Formation des directions

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.14. Cybersécurité

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.15. Budget des écoles

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.16. Planification budgétaire 2026-2027

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.17. Rapport des dépenses mensuelles en date du 31 janvier 2026

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.18. Sorties éducatives

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

8.19. Immobilisation : Mise à jour

Le point n'a pas pu être abordé en raison des contraintes de temps et sera reporté à une prochaine rencontre.

9. Pause

10. Délégations

10.1. Présentation au CA – APE de l'école Anne-Hébert

L'APE de l'école Anne-Hébert présente la situation de l'école, soulignant une surcapacité importante depuis plusieurs années et une dépendance accrue aux portatives, désormais utilisées de façon permanente.

Des préoccupations sont exprimées quant à l'état du bâtiment et aux enjeux de sécurité, notamment en lien avec les infrastructures, la vétusté et les résultats récents d'analyses sismiques.

L'APE demande que l'école soit priorisée pour une reconstruction, que les portatives soient prises en compte dans les évaluations et que les parents soient davantage impliqués dans le processus décisionnel.

Les membres du Conseil remercient la communauté pour la présentation, reconnaissent les enjeux soulevés et indiquent que le dossier sera analysé dans le cadre de la planification des immobilisations, sans décision immédiate.

11. Pause

12. Gouvernance

A) Tour de table des membres du CA

Les points n'ont pas pu être abordés en raison des contraintes de temps.

- 12.1. Région du Nord
- 12.2. Région du Sud-Est
- 12.3. Région du Grand Vancouver
- 12.4. Région de la Côte Sud
- 12.5. Région de la Vallée du Fraser
- 12.6. Conseiller, région du Nord de l'île de Vancouver
- 12.7. Région du Sud de l'île de Vancouver

B) Comités-conseils, groupes de travail et regroupements

Les points n'ont pas pu être abordés en raison des contraintes de temps.

- 12.8. Groupe de travail des élections scolaires (GTÉS)
- 12.9. Comité-conseil des politiques (CCP)
- 12.10. FNCSF
- 12.11. BCSTA
- 12.12. BCSTA – branche de la Vallée du Fraser

13. Divers

14. Question du public

- 14.1. Question du public

Des questions sont soulevées concernant le suivi des dépenses juridiques et l'absence alléguée de contrat formel avec les avocats. Il est précisé que le contrat est en cours de négociation et que le dossier fait l'objet d'un suivi.

Des préoccupations sont également exprimées quant à une dérogation liée à l'école virtuelle et à ses impacts. L'administration indique qu'il s'agit d'une suspension temporaire d'un point de la politique, qui sera réévaluée ultérieurement.

Une question est posée au sujet de l'ouverture d'une école secondaire à Vancouver et de l'utilisation d'espaces loués. Il est précisé que le projet demeure conditionnel à plusieurs facteurs et que des discussions sont en cours avec le ministère.

Des questions portent aussi sur les décisions concernant l'ouverture de services dans certaines communautés. Il est indiqué que ces décisions reposent sur des critères liés à la capacité pédagogique et aux contraintes budgétaires, et que le Conseil poursuivra ses réflexions.

15. Clôture de la réunion

15.1. Clôture de la réunion

Résolution P – 2831-02-2026

« Que le conseil d'administration approuve la clôture de la réunion publique de ce 21 février 2026. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Armelle Moran

Adoptée à l'unanimité

ADOPTÉ LE



Présidente



Secrétaire-trésorier

Aug 26, 2026

Date